

Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir,
93 108 Montreuil. Tél : 808.00.80 à 84. Telex :
PRENO A 211.628 F.

Edité par la SPN (Société de presse nouvelle)
Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la commission paritaire : 46 723.

Imprimé par Rotographie à Montreuil,
Ricobono (pour le Sud-Est) ...
Midifax-Toulouse (pour le Sud-Ouest).

• Belgique : 18 FB • Suède : 2,25 KR
• Luxembourg : 15 Fl • Italie : 300 L • Grèce :
20 DR • Suisse : 1 FS • Portugal : 15 Esc
• Algérie : 1,60 Dinar • Maroc : 2,10 Diram.

rouge

quotidien communiste révolutionnaire

1F 80

**Une entrevue avec
le chanteur allemand
Walter Mossmann**

Vers une rupture entre l'Albanie et la Chine ?

Lire en page 2

Après les affrontements de jeudi
à Cheix-en-Retz

**MANIFESTATION
AU PELLERIN
SAMEDI**

Lire en page 4

POISSON/POISON EN ITALIE

L'empoisonnement de trois touristes, dont deux
Belges, ayant mangé de la queue de baudroie, a
provoqué une psychose anti-poisson sur tout le
territoire italien.

En quelques jours, la consommation a baissé
de 50 % et les armateurs du grand port de pêche
de Marzara del Vallo, en Sicile, ont rappelé une
partie de leurs chalutiers. Les stocks de poissons
inventurés sont évalués à un milliard de liras. Quant
aux surgelés, la vente a baissé de 80 %. Il faut dire
que la queue de baudroie est un produit surgelé à
Formose, qui a été introduit clandestinement en
Italie. Son homologation sanitaire comme surgelé
n'avait pas été acceptée.

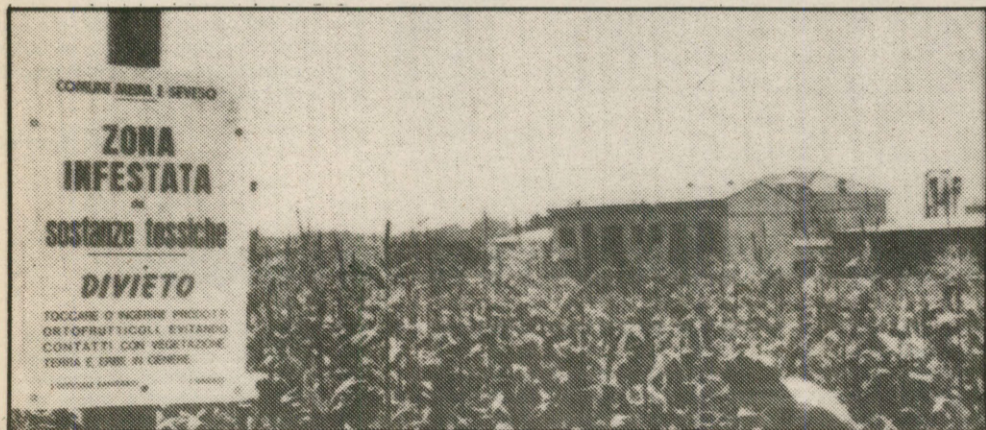
Un vétérinaire d'Etat du port de Gênes a été in-
culpé d'homicide, pour avoir laissé passer la
queue de baudroie.

RETRAITE ANTICIPEE A 60 ANS

Aujourd'hui, entrée en vigueur de l'accord
signé par les syndicats et le patronat

Lire en page 5

IL Y A UN AN, LA CATASTROPHE DE SEVESO



Le samedi 10 juillet, à la limite des communes de Seveso et de Meda, en Lombardie, un nuage rougeâtre monte des conduites d'évacuation de l'usine ICMESA, filiale du groupe Suisse et multinational, Hofman-Laroche. L'élévation de la température dans un réacteur a produit un puissant poison, le TCDD, à base de dioxine. Le lendemain, l'herbe jaunit, la volaille de basse-cour meurt en grand nombre, des enfants ont des plaies aux bras, le visage piqué, une forte fièvre...

C'est le 24 juillet seulement que l'ordre d'évacuation sera donné. Depuis, sur un territoire « interdit », les opérations de décontamination traînent en longueur, et les cas de chloracné se multiplient. Des enfants malformés sont nés, mais certains dévots rechignent encore à admettre l'avortement thérapeutique. Les mais repoussent sur un sol infecté.

Seveso, il y a un an. Un « accident » ; comme à Pierrelatte ; comme à Ekofisk.

Les inondations dans le Sud-Ouest

CULTURES DEVASTÉES, PONTS COUPÉS, BÉTAIL NOYÉ, MAISONS INONDÉES...

La liste des victimes des inondations s'allongeait encore, dimanche dans la journée : 11 morts et 19 disparus au moins dans les trois départements de Haute-Garonne, du Gers et du Lot-et-Garonne.

Dans toute la région, les dégâts sont catastrophiques. Maisons inondées, ponts coupés, routes détruites, voitures bonnes pour la casse, cultures détruites... Les conséquences de ces inondations seront, pour la région, incomparablement plus lourdes que celles de la sécheresse de l'été dernier. Et ce n'est pas le millions de francs alloué par Barre aux sinistrés qui suffira à en effacer les conséquences.

A Auch, capitale du Gers, il n'y a plus qu'un pont. Les deux autres ont été emportés par les flots. Dans certains quartiers, l'eau a atteint le toit des maisons. Les vitrines ont été brisées par la poussée des eaux, les marchandises emportées dans la rue. Auch n'est que la ville la plus sinistrée. De nombreuses autres villes et bourgades : Agen, l'Isle-en-Dodon, Condom, Eymet, ont été durement touchées.

L'agriculture a particulièrement souffert : la plupart des cultures de melon, tabac, maïs sont détruites dans la région. La saison touristique est, pour le moins, compromise : la plupart des terrains de camping, situés au bord des cours d'eau, ont été submergés, les installations endommagées. De très nombreuses usines ont aussi été touchées. Ce qui signifie, à court terme, du chômage. « Sud-Ouest » annonce que l'embauche

des travailleurs saisonniers sera sûrement retardée...

A Auch, un pillard, jugé en flagrant délit, a été condamné à trois ans de prison ferme. Qu'une telle catastrophe ait été prévisible ou non (voir notre article page

6), c'est une question que l'on préfère ne pas se poser. Mais, en attendant que ce problème soit, un jour peut-être, évoqué, il faut que l'ordre règne...

Pendant le week-end, les pluies ayant diminué d'in-

tensité, une décrue des cours d'eau s'est amorcée. L'eau s'est retirée des rues principales d'Auch. Mais la météo annonce des orages, dans la région, pour lundi et mardi.

Lire page 6



Détruisant le transformateur et saisissant des montres

LIP : A NOUVEAU LES FLICS !

« A Lip, rien ne se fait sans passion », disait la publicité. Mais, contre Lip, rien ne se fait sans haine. Après le jugement de mise en liquidation de l'usine de Palente, rendu vendredi par la cour d'appel de Paris, deux nouveau coup bas viennent de frapper les Lip. Samedi, à deux reprises, la police est intervenue dans l'entreprise, détruisant, la première fois, le transformateur qui alimentait les chaînes de production en électricité et saisissant, la secon-

de fois, des montres destinées à la vente. Dans la guerre d'usure contre les Lip qu'ont visiblement choisi de mener les autorités, toute une rancune longtemps contenue se donne libre cours.

A écouter Europe n° 1 hier, Lip, encore une fois, « c'était fini ». Ces messieurs vont un peu vite en besogne et prennent leurs désirs pour des réalités. Pas de doute pourtant : l'épreuve de force est engagée.

Besançon, de notre correspondant.

l'intérieur du transformateur totalement saccagé à la masse, les portes, pourtant verrouillées au chalumeau, forcées, les commanées électriques sciées, les isolateurs de porcelaine brisés : c'est

l'image qu'offre aujourd'hui la cabine EDF de Palente après le passage d'une vingtaine de flics, chargés de protéger les « spécialistes » qui ont effectué ce travail. Ils sont entrés par derrière, samedi matin, au petit jour. Si bien que les quelques travailleurs de garde — une douzaine — ne se sont

rendus compte de rien. Ils ne se sont aperçus du sabotage qu'une fois l'électricité coupée. Il serait difficile, sinon impossible de remettre en marche l'électricité comme les Lip l'avaient déjà fait, eux-mêmes, il y a trois semaines.

(suite page 5)

Erythrée

L'importante ville d'Asmara cernée par le Front de Libération

Au moment où le régime militaire éthiopien, le DERG, lance sa croisade sur l'Erythrée, les forces de libération érythréennes viennent de lancer une riposte d'envergure. Ainsi le FPLE (Front populaire de libération de l'Erythrée) vient-il de s'emparer de Dakamhari, une ville de 50 000 habitants située à quarante kilomètres au sud d'Asmara, capitale de l'Erythrée. Tant est si bien que l'on peut considérer qu'à l'heure actuelle, Asmara est complètement cernée et coupée de la capitale éthiopienne, Addis-Abeba. La garnison de 2 500 hommes qui résidait à Dakamhari a été capturée. Cette nouvelle va constituer à n'en pas douter un sérieux revers pour le moral des participants à la « marche rouge ». Barentu, Agordat, Keren, les autres villes d'Erythrée sont encerclées depuis des mois et actuellement desservies par hélicoptère. Tesseineï a été occupée par l'autre aile du mouvement de libération, le FLE (Front de libération de l'Erythrée). Certaines sources laissent entendre aussi qu'au cours d'une opération conjointe, le FLE et des unités du Front de libération du Tigré auraient défait une colonne de volontaires de la « marche rouge » près du village d'Umary. Le tableau est donc sombre pour les stratèges d'Addis-Abeba, qui savent par ailleurs qu'il leur faudra compter bientôt avec la saison des pluies qui immobilisera leurs chars soviétiques T. 34 et T. 54 récemment livrés. S'ils ne réussissent pas à desserrer l'étau qui enserme Asmara dans les semaines qui viennent, l'échec sera d'envergure.

Or, quelle que soit la préparation de cette opération, l'issue en paraît plus que douteuse. Comment vont réagir les cent mille paysans des provinces gallas du sud de l'Ethiopie, une fois qu'ils se rendront compte qu'ils n'ont pas en face d'eux « les réactionnaires arabes » au teint cuivré qu'on leur avait décrits ? Une précédente marche, l'année dernière, s'était transformée en débandade. En outre, si la tactique du DERG semble avoir pour but d'enfoncer le FLE, moins solide militairement, il semble qu'elle n'ait pas compté avec l'attaque du FPLE dans la région d'Asmara. C'est là une traduction de l'accord conçu entre les deux fronts, le 30 mai, sur le plan militaire, en vue précisément de contre-carrer la sinistre entreprise d'Addis-Abeba.

Frank Tenaille

Chine/Albanie

Vers une rupture entre l'Albanie et la Chine ?

Enver est contre Teng !

Va-t-on vers une rupture des relations entre la Chine et l'Albanie, son « alliée indéfectible » ? Pour la première fois, l'organe officiel du Parti du travail (communiste) albanais, Zeri i Popullit a rendu public, dans un éditorial, les divergences avec la Chine populaire sur la politique extérieure.

C'est un véritable réquisitoire que dressent les albanais contre ceux qui portent « à l'absolu, les contradictions interimpérialistes et sous-estiment les contradictions fondamentales entre la révolution et la contre-révolution. »

« Or, poursuit le journal, considérant globalement le soi-disant « tiers-monde » comme la force principale dans la lutte contre l'impérialisme et la révolution, comme le font les partisans de la théorie des « trois mondes » sans faire aucune distinction entre les forces anti-impérialistes et révolutionnaires authentiques et les forces pro-impérialistes réactionnaires et fascistes qui ont le pouvoir dans ombre de pays en voie de développement, signifie s'éloigner de manière flagrante des enseignements du marxisme-léninisme et prêcher des vues typiquement opportunistes causant la confusion et la désorganisation parmi les forces révolutionnaires en essence, suivant la théorie des « trois mondes ». Les peuples de ces pays ne doivent pas lutter, par exemple, contre les dictatures sanguinaires fascistes de Geïsel au Brésil et de Pinochet au Chili, de Suharto en Indonésie, du Chah d'Iran ou du roi de Jordanie, etc., car ces dictatures seraient partie intégrante de « la force motrice révolutionnaire qui mène de l'avant la roue de l'histoire mondiale ». Au contraire, selon cette théorie, les peuples et les révolutionnaires doivent s'unir aux forces et régimes réactionnaires du « tiers-monde » et les soutenir. Ils doivent renoncer à la révolution... »

Le journal albanais rappelle que selon cette théorie, les contradictions entre les systèmes sociaux sont de plus en plus ramenées à la contradiction avec les deux super-puissances, « voire même principalement avec une d'entre elles ». « De plus, poursuit-il, les tenants de la théorie des « trois mondes » appellent à l'alliance du tiers-monde avec ces pays impérialistes et avec l'impérialisme américain contre le social impérialisme soviétique ».

Des divergences anciennes

Si les divergences, sont aujourd'hui rendues publiques, par cet éditorial, véritable leçon de « marxisme-léninisme » en matière de politique internationale, elles devaient être l'objet d'âpres discussions entre le Parti communiste chinois et le Parti du travail albanais. En effet, l'orientation critiquée n'est pas nouvelle et ne peut être imputée à la nouvelle direction chinoise. C'est la politique maoïste elle-même, inaugurée après la chute de Lin Piao qui est sur la sellette. Ce tournant fut inauguré par la visite de Nixon à Pékin, et théorisé par Teng Hsiao-ping dans un discours à l'assemblée de l'ONU où pour la première fois apparaissait la théorie des « trois mondes » : d'une part les deux « super-puissances », de l'autre les pays du tiers-monde et au milieu les « impérialismes secondaires ». Dans les faits, ces dernières années, la politique extérieure chinoise s'était

infléchie et avait conduit, sous le prétexte de lutter le « social impérialisme soviétique », qualifié de plus dangereux, à des accords avec les Etats-Unis sur des questions comme l'Angola par exemple. (La Chine et les USA ont apporté leur soutien au FNLA contre la lutte de libération nationale dirigée par le MPLA. De même, les dirigeants chinois avaient félicité Sadate pour la rupture de l'Egypte avec l'URSS vite remplacée par l'influence américaine.)

Les relations s'étaient déjà tendues après la mort de Mao. La presse chinoise avait passé avec du retard le télégramme de félicitation pour la nomination de Hua Kuo-Feng. On avait remarqué que le télégramme qualifiait Mao de « marxiste-léniniste distingué » et non plus de « grand dirigeant du peuple chinois frère, marxiste-léniniste irréductible, grand ami du peuple albanais », ce qui était déjà pour le moins une manière de prendre ses distances...

De même en 1976, l'ambassade chinoise à Tirana n'avait été dirigée pendant six mois que par un chargé d'affaires et les divergences devaient avoir pris de l'ampleur puisque Liu Chen-Hua, le nouvel ambassadeur arrivé en octobre à Tirana, était un ancien vice ministre des affaires étrangères d'avant la révolution culturelle et son poste précédent



était celui d'ambassadeur à Moscou, poste délicat...

La question de l'OTAN et de la Yougoslavie

Quelles sont les causes des divergences de l'Albanie qui avait été le fer de lance de l'offensive contre Khroutchev au moment du conflit sino-soviétique et le seul Etat à se ranger à ce moment sans équivoque au côté de la Chine ?

Derrière les rappels élémentaires de marxisme comme l'affirmation que c'est la lutte entre la révolution et la contre révolution, entre le capital et le travail qui priment sur la division fumeuse entre « trois mondes » et les contradictions entre les Etats-Unis et l'URSS, plusieurs prises de position peuvent avoir inquiété les albanais. L'une d'entre-elles peut être le soutien accordé à la Chi-

ne à l'Union européenne et au renforcement de l'OTAN qui est une menace pour l'Albanie (un observateur chinois n'avait pas hésité à assister aux manœuvres de l'OTAN).

Une autre est sans doute le rapprochement entre la Chine et la Yougoslavie qui avait été le centre des attaques chinoises et albanaises au moment du conflit sino-soviétique ; les deux pays s'opposant alors vigoureusement au rapprochement entre l'URSS et les « révisionnistes titistes ». Sans parler des différents frontaliers entre la Yougoslavie et l'Albanie, l'invitation officielle adressée par la Chine à Tito pour se rendre en visite officielle à Pékin n'a sans doute pas été appréciée par les dirigeants albanais.

Pour l'instant, cette polémique publique naissante avec la Chine ne concerne que le domaine de la « théorie », la ligne chinoise n'étant dénoncée que comme « typiquement opportuniste et semant la confusion parmi les forces révolutionnaires ».

On peut se demander si, quelque soit la réponse chinoise à ces attaques, la polémique entre les deux partis ne se transformera pas en polémique entre Etats et quelles conséquences elle peut avoir sur l'aide chinoise à l'Albanie qui risque de se trouver cette fois totalement isolée sur la scène internationale.

Cette attaque constitue un coup important à la direction chinoise. Il est probable que pendant un temps, les albanais ont espéré une « réorientation » de la Chine en politique internationale après la mort de Mao et la chute des « quatre ». Devant le maintien de la ligne antérieure, ils ont choisi de rendre les divergences publiques à un moment où la direction chinoise est loin d'être encore consolidée. Cette attaque, au moment où ce qui restait du « mouvement stalinien international » est plus que sérieusement ébranlé par la polémique entre l'URSS et les « eurocommunistes », ne peut qu'effacer ce qui restait de crédibilité à la prétention chinoise de créer un autre regroupement international alternatif aux « révisionnistes ».

Frédéric Carlier.



LES ETUDIANTS IRANIENS EN FRANCE COMMUNIQUENT

A la suite du voyage de Farah Pahlavi, aux Etats-Unis, la Confédération des étudiants iraniens (Union nationale) a organisé différentes actions pour dénoncer le régime fasciste du Chah.

Pendant que Farah recevait le doctorat honoraire à l'université du Sud-Californie, le mardi 5 juillet, 500 étudiants et les forces progressistes américaines ont manifesté devant l'université et, en même temps, le Centre iranien

de tourisme a été occupé par la CISNU.

La police a arrêté neuf camarades dont la chanteuse progressiste américaine Routhy Gordon.

Les prisonniers ont entamé une grève de la faim à Los Angeles pour la libération des camarades emprisonnés.

Judi 7 juillet, il y avait une manifestation devant le consulat d'Iran à New York qui s'est terminée devant l'hôtel de résidence de Farah.

La police a arrêté six militants de la CISNU, qui vont passer en procès pour « violation de propriété ». Nous demandons à toutes les organisations progressistes et à tous les antifascistes de dénoncer le régime sanguinaire du Chah et protester contre l'arrestation de nos camarades.

Union des étudiants iraniens en France (membres de la CISNU) Paris, le 8 juillet 1977.

ITALIE

L'« Unità » prend position contre les Temps nouveaux

Le directeur politique de l'Unità, organe du PC italien, Adolfo Reichlin, juge « inadmissibles » les attaques pro-férées par l'hebdomadaire soviétique, *Temps nouveaux*, contre Santiago Carrillo et le Parti communiste espagnol.

Le PCI ne considère pas l'article moscovite comme une « excommunication », mais comme « une attaque politique contre un parti communiste et son dirigeant le plus élevé ». Selon l'auteur, cette attaque vise aussi « toute tendance de la vie politique européenne — appelons-la Eurocommunisme — qui recherche une voie autonome ».

Dans cet article sur l'eurocommunisme, l'Unità demande aux « démocrates et aux socialistes de ne pas rester prisonniers du vieux schéma stérile et dépassé tendant à enfermer le mouvement ouvrier dans le dilemme : modèle soviétique ou social démocratie ». Reprenant presque mot pour mot une interview accordée par Carrillo à l'hebdomadaire ouest-allemand, *Spiegel*, il y a quelques semaines, Reichlin précise : « Nous avons largement dépassé ce schéma. Maintenant est venu le temps de ce qu'on appelle l'eurocommunisme. »

HONGRIE

Débat sur les droits de l'homme à la télévision

La télévision hongroise a diffusé vendredi un débat portant sur les droits de l'homme auquel participaient plusieurs personnalités occidentales.

A ce débat « informel et ouvert », conduit par un journaliste du *Nepszabadsag*, organe du PC hongrois, participaient Jean Schwobel du *Monde*, Ewart Guinier de l'Université d'Harvard, Garth Strachan de l'African National Congress (ANC d'Afrique du Sud) et Pietro Pierralli du Comité central du PCI. Celui-ci devait déclarer au cours du débat.

« Quand nous critiquons parfois les pays socialistes nous sommes amers parce que nous considérons qu'un régime socialiste doit être supérieur à tout autre régime à tous égards et non seulement dans quelques domaines. »

Interrogé au cours de ce débat sur « l'eurocommunisme », le dirigeant communiste italien devait souligner que le PCI n'entendait pas « exporter de modèles », ni en « accepter d'autres ».

ETAT ESPAGNOL

LE PARTI CARLISTE ET LES DEUX PRINCIPALES ORGANISATIONS MAOISTES SONT LEGALISEES

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Martin Villa, a confirmé samedi la légalisation de deux organisations d'extrême gauche et du Parti carliste, qui conteste la légitimité royale de Juan Carlos. Les

deux premières organisations d'extrême gauche légalisées dans l'Etat espagnol sont deux groupes maoïstes, le Parti du travail et l'Organisation révolutionnaire des travailleurs.

Le Parti du travail (PT) provient d'une scission du groupe « Unité » dans les rangs du Parti socialiste unifié catalan (PC catalan) en 1967. Avec d'autres groupes régionaux venant eux aussi du PC, du mouvement étudiant et des Commissions ouvrières, se constitua le Parti communiste d'Espagne (international), d'idéologie mao-stalinienne. C'est en février 1975 que le PCE (i) change d'appellation pour se nommer Parti du travail. Il compterait environ 20 000 membres et sympathisants surtout implantés en Catalogne et en Andalousie.

L'Organisation révolutionnaire des travailleurs (ORT) provient, elle, de la radicalisation de secteurs catholiques progressistes qui avaient été partie prenante de la formation des Commissions ouvrières, au début des années 1960.

L'ORT, qui compte environ 15 000 membres et sympathisants, implantée à Madrid et en Navarre principalement, est l'organisation maoïste officiellement reconnue par Pékin, tandis que le Parti du travail, lui aussi reçu en Chine, a des relations privilégiées avec l'Albanie et cas unique en Europe, avec la Roumanie.

Les deux organisations avaient quitté les Commissions ouvrières en septembre dernier pour constituer des syndicats « rouges », appelés unitaires. Elles ne sont pas parvenues à achever le processus de fusion qui avait été amorcé entre les deux groupes et sont aujourd'hui littéralement à couteaux tirés.

Les deux organisations ont été échaudées aussi par le résultat des

élections législatives à l'issue desquelles, elles espéraient obtenir l'élection de plusieurs députés.

Après le 15 juin, le Parti du travail a donné deux mois de vacances à tous ses militants, tandis que l'ORT a convoqué un congrès extraordinaire pour la mi-août. Ce sera le premier congrès de cette organisation depuis huit ans.

Parmi les principales organisations d'extrême gauche non encore légalisées figurent le Mouvement communiste (MC, d'origine maoïste), la LCR (IV^e Internationale), l'Organisation de la gauche communiste (OIC, conseilliste), la LC (IV^e Internationale) ainsi que les organisations nationalistes révolutionnaires comme EIA (proche politiquement d'ETA V) en Euskadi.

MARSEILLE : manif aux Baumettes

CONTRE L'EXTRADITION D'APALA

Le 3 juin dernier, des policiers en embuscade devant une maison d'Hendaye (Pays basque nord), bondissent sur un homme qui sort de la demeure.

C'est ainsi que les flics français arrêtaient, grâce à des photos fournies par leurs confrères espagnols, Angel Apalategui Ayerbe, dit Apala, dirigeant d'ETA V.

Il fut assigné à résidence à Porquerolles avec une dizaine d'autres basques pendant la préparation des élections espagnole. Il est aujourd'hui le seul à ne pas avoir été relâché. Après un bref séjour à la prison de Toulon, Apala est transféré à celle des Baumettes à Marseille. Le gouvernement espagnol a demandé son extradition par télégramme. Ce télégramme est l'unique pièce du dossier que possède la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence qui doit statuer sur la demande de Madrid. Elle doit rendre son arrêt avant le 20 juillet.

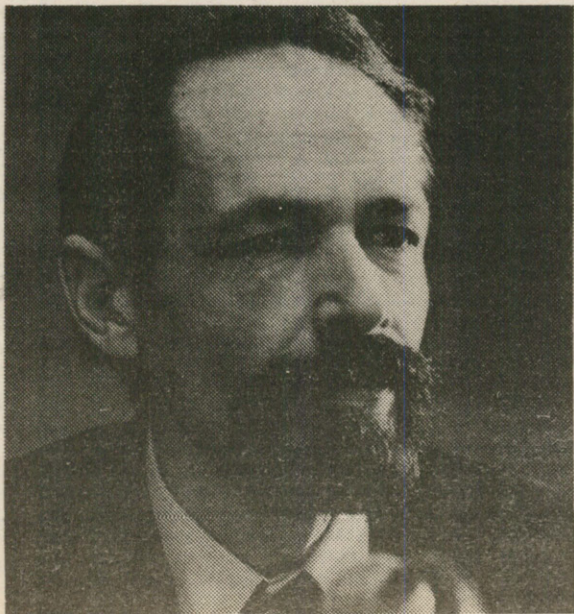
Apala est accusé sans preuve (il se trouvait en France au moment des faits) de l'enlèvement de l'industriel basque Ybarra, ainsi que de plusieurs attaques de banques.

Une trentaine de personnes ont manifesté vendredi à 18 h 30 pour exiger la libération d'Apala. De l'intérieur de leurs cellules, les prisonniers ont repris les mots d'ordre des manifestants. Le militant basque a entendu et appris qu'à Marseille aussi la solidarité s'organise, même si elle n'a pas l'ampleur de celle d'Euskadi. Mercredi ce sont des milliers de manifestants qui se sont rassemblés devant le consulat français de San Sebastian avant d'être violemment dispersés par la police. Plusieurs centaines de télégrammes ont été rassemblés par les commissions pro-amnistie. Une délégation de maires d'Euskadi sud se prépare à venir à Aix le jour de l'audience. De même des cars ont été retenus dans tout le Pays basque pour amener des manifestants à Aix ce jour là. La presse française boycotte l'information. Ainsi lundi dernier, au départ de l'étape du Tour de France de Villafranca, des manifestants ont défilé pendant plusieurs kilomètres avec les coureurs sans qu'un seul journal signale le fait.

Les télégrammes et motions doivent être envoyés au ministère de l'Intérieur place Beauvau à Paris et à l'ambassade d'Espagne 8 avenue Georges-V, Paris VIII^eme.

PORTUGAL

Lopes Cardoso contre « la ligne Soares »



Antonio Lopes Cardoso.

Antonio Lopes Cardoso, député socialiste portugais et ancien ministre de l'Agriculture, a annoncé qu'il voterait contre le projet gouvernemental sur la réforme agraire, malgré les risques d'expulsion du parti qui pèsent sur lui.

Au cours d'un meeting de l'association « Fraternité ouvrière » (formée par plusieurs dirigeants de la « gauche » du PS portugais, dont le secrétaire général de la CGT portugaise, Kalidas Barreto), Lopes Cardoso a affirmé qu'il ne quitterait pas de lui-même le parti. La commission dirigeante du PS doit se réunir dans une semaine pour définir le vote des députés socialistes sur le projet de loi définissant les « nouvelles bases » de la réforme agraire. Selon Manuel Alegre, homme lige de Soares à la direction du PS, ceux qui ne respecteront pas les consignes de la commission dirigeante encourront des sanctions pouvant aller jusqu'à l'expulsion.

Le projet de loi du ministre de l'Agriculture, Antonio Barreto est combattu par les syndicats de travailleurs agricoles et le Parti communiste, comme par la Confédération des agriculteurs portugais (CAP — d'extrême droite) qui le juge encore trop timide.

Alors que les mobilisations contre ce projet, qui revient en arrière sur les acquis de la réforme agraire imposée dans les faits après 1974, se multiplient dans la région de l'Alentejo, le célèbre régiment des commandos d'Amadora, dirigé par le fascisant colonel Jaime Neves va effectuer, pendant huit jours, des exercices dans cette région, sur le thème d'une « infiltration de guérilleros débarqués sur la côte sud et tentant d'atteindre la ceinture industrielle de Lisbonne » (sic !).

Un exercice tactique typique de la lutte menée par Mario Soares « contre l'instauration d'une dictature stalinienne et d'une guerre civile au Portugal », comme ont dit du côté de chez Jean Daniel et du *Nouvel Observateur*...

On vous cache rien, on vous dit tout

Le CERES n'est pas mort

Les animateurs de la minorité du Parti socialiste soulignent, dans une déclaration à la presse, que, contrairement à certains commentaires, « le CERES ne s'est pas sabordé à Nantes ». Ils ajoutent qu'« ils ont tous simplement obtenu les garanties (encore théoriques) qui permettent à leur courant de fonctionner au grand jour dans le cadre solennellement reconnu par le parti à Nantes ».

« La minorité, précisent-ils, a tout à gagner d'une application loyale de l'accord qui est intervenu au sujet des dispositions statutaires concernant la discipline au sein du parti. Elle s'emploiera, mieux encore que dans le passé, à prendre toute sa part dans la vie du parti, disciplinée dans l'action sans abdiquer aucun de ses droits et de ses responsabilités. »

Renvoyeur occitan

Serge Viaule, chômeur, renvoyeur de livret militaire, passait en procès, le 6 juillet, à Castres. Il voulait se défendre en occitan, mais la présidente du tribunal l'en a empêché. Un paysan du Larzac et un renvoyeur relaxé ont témoigné pour Serge. Le procureur a péroré sur la langue occitane, puis s'en est pris à la vie privée de l'inculpé, ses fréquentations, ses « idées » de destruction de plus de 2 000 ans d'humanisme chrétien, mais n'a requis contre cet « illuminé plein de contradictions » qu'une peine de principe de 400 F. Une trentaine de personnes venues soutenir Serge Vaule n'ont pu entrer, les flics étaient là...

C'était il y a 37 ans

Le Parti communiste a commémoré, samedi matin, l'appel du 10 juillet 1940 qu'avait lancé Jacques Duclos aux « patriotes », le jour de la remise des pleins pouvoirs à Pétain. Cet appel, présenté aujourd'hui comme le pendant de celui de De Gaulle, le 18 juin, pour organiser la Résistance, avait en réalité une portée plus ambiguë. Essentiellement antivichysiste, il traduisait le flottement total de la ligne du parti à l'égard de l'Allemagne hitlérienne, un peu moins d'un an après le pacte germano-soviétique. Ce n'est qu'un an plus tard que le Parti communiste, officiellement, rejoindra la Résistance. Une commémoration opportune pour favoriser « l'union du peuple de France » ?

Aron pour la proportionnelle

Dans une interview à « l'Express », qui paraît ce matin, Raymond Aron estime que « le scrutin majoritaire a conduit la V^e République, au bout de vingt ans, à une crise majeure ». « Quand on ajoute à l'élection du président de la République au scrutin majoritaire, explique-t-il, et j'en suis partisan, l'élection de l'Assemblée nationale au scrutin majoritaire, et j'ai des doutes, et ensuite des municipalités, on finit par aboutir à une opposition, un affrontement, une confrontation permanente entre les deux blocs. » « Ma conviction, conclut-il, c'est que, quel que soit le résultat des élections, ce système devra changer ».

Lefebvre fait des émules (du pape)

On avait bien raison de dire que Mgr Elchinger serait touché droit au cœur par la tirade fracassante de son compère Lefebvre !

Dans son homélie du 14 juillet, prononcée dimanche, à la cathédrale de Strasbourg, pendant la « messe pour la France », notre général concordaire a invité les Français — et seulement eux ! — à « plus de rigueur morale » affirmant ensuite qu'« une cause pour laquelle on ne meurt plus est une cause perdue », merci pour eux !

Après le discours de Giscard

SATISFACTIONS ET SILENCES

Les réactions favorables de la presse de droite — « M. Giscard d'Estaing a, sans nul doute, prononcé l'un de ses meilleurs discours depuis son accession à la présidence de la République », écrit « le Figaro » — suffirait à prouver que les propos présidentiels de Carpentras, vendredi soir, marquent un petit tournant dans la préparation des élections législatives.

Accusé à plusieurs reprises de « mollesse » par son ancien Premier ministre, Giscard a voulu montrer qu'il s'engagerait personnellement dans la bataille électorale. Evitant de dire, comme à Ploërmel, quatre mois plus tôt, qu'il resterait président quoi qu'il advienne, son discours lui vaut un petit coup de chapeau de Chirac, qui a déclaré, samedi : « Le chef de l'Etat s'est engagé dans une voie, la seule qui soit valable, et qui consiste à assumer la responsabilité de sa majorité. »

Est-ce à dire que les rivalités de la majorité vont s'atténuer ? Le désaccord reste total sur le rôle de Barre dans la préparation des élections législatives. Chirac lui refuse toujours le rôle d'arbitrage qu'a tenu à réaffirmer Giscard, en estimant que « dans chaque circonscription, les différents partis de la majorité doivent présenter au premier tour chacun un candidat ». Il n'y a guère que sur la défense des institutions de la V^e République que l'accord soit total à droite.

C'est précisément l'aspect du discours présidentiel — aspect central, à l'évidence — que les partis de gauche n'ont pas voulu voir dans leurs réactions du week-end. Si « le Matin », samedi, pose une question prudente : « La gauche n'a-t-elle pas tort de laisser, sur ce terrain, l'initiative au seul chef de l'Etat ? », René Andrieu, dans « l'Humanité », souligne simplement le cynisme du président en matière de politique économique et sociale et se contente de parler de « discours électoral ».

Les déclarations des dirigeants du Parti communiste, de même, ne pipent pas mot du chantage constitutionnel de Giscard et ne reprennent pas à leur compte les principaux points de l'article incriminé des « Cahiers du communisme ». Quant à Gaston Defferre, il prétend défendre la Constitution de 1958 mieux que tout autre, en faisant remarquer que « M. Giscard d'Estaing l'a violée ». « Ce que nous demandons, a-t-il ajouté, c'est le respect de l'esprit et de la lettre de la Constitution », qui, dans son article 20, stipule que c'est le gouvernement qui « conduit et détermine la politique de la nation ».

La querelle linguistique paraît dérisoire. Elle traduit bien l'embarras de partis qui n'entendent pas toucher aux institutions le jour où ils deviendraient majoritaires dans le pays. Feignant de ne pas entendre les menaces préférées par le président, ils affichent une tranquillité que « l'esprit et la lettre » de la Constitution n'autorisent sûrement pas. Faut-il énumérer encore une fois tous les articles que le Programme commun ne prévoit nullement d'abroger et qui pourraient servir à Giscard pour bloquer, par la voie constitutionnelle, toute politique au service des travailleurs ? On ne répond pas au chantage par le silence.

Pierre Julien

LA MOBILISATION CONTRE LA CENTRALE DU PELLERIN

L'opération « ville fermée » à Cheix-en-Retz, près de Nantes, a été un point fort dans la lutte contre l'enquête d'utilité publique ouverte, il y a un mois, au sujet de la centrale nucléaire du Pellerin. L'enquête se termine officiellement aujourd'hui. Elle aura été boycottée dans les principales communes concernées.

Cependant, la brutalité de l'intervention policière et les dégâts causés au matériel agricole, jeudi à Cheix, a surpris et révolté. Un rassemblement de protestation a été convoqué, samedi, au Pellerin, par le « comité de défense de l'environnement ». Il est soutenu par la FDSEA et les Paysans-Travailleurs.

« Quand on a une fourche, ces messieurs sont moins à l'aise »

Le Pellerin, de notre envoyé spécial.

A partir de 9 h, les manifestants arrivent par petits groupes : beaucoup de paysans de Cheix et des bourgs voisins, quelques militants des comités antinucléaires de Nantes. Au total, 300 à 400 personnes sont présentes lorsqu'à 10 h 30, s'ouvre le meeting. Trois tracteurs tirant des remorques, sur lesquelles sont installés des pneus crevés par les gendarmes, sont ornés d'une pancarte : « Je suis en deuil, j'ai cinq frères massacrés à Cheix. » Sur les pneus, on a inscrit : « Je vaudrais 1 900 F, voilà l'ordre du sous-préfet. » Dans une des remorques, trois ou quatre fourches, on ne sait jamais. Les manifestants doivent se

rendre à la « mairie annexe » gardée depuis un mois par un car de gardes mobiles. Ils veulent leur montrer les dégâts de leur intervention de « vandales » jeudi. Ils passeront également devant le marché pour informer la population.

Le principal animateur du comité de Cheix-Pellerin prend le micro. C'est un quadragénaire robuste, un agriculteur du Pellerin. Son père tient le haut-parleur et corrige quelquefois ses dires. Sa fille conduit le tracteur. Il fait l'historique de la lutte contre l'enquête. « Accepter l'enquête, c'est accepter la centrale. Ailleurs, les travaux ont commencé avant que les résultats de



l'enquête ne soient connus. C'est une véritable escroquerie. » Puis, il revient sur les diverses initia-

tives de boycott, le procès des 5 « otages », la charge des gardes mobiles à Cheix. « Ils n'ont lancé aucune sommation. » Mais, a-t-il continué, « on s'est vite aperçu que quand on est résolu, quand on a une fourche, ces messieurs sont moins à l'aise ». La foule applaudit. « Ils ont saccagé nos tracteurs sur ordre du sous-préfet. » « Dommage que nous n'ayons pas les mêmes moyens qu'eux. Il n'y aurait plus de « mairie annexe ». » « On vit dans un système policier de caractère fasciste. »

La parole est ensuite au responsable départemental de la « Fédération » (FDSEA). Plus vieux, en bleu et bottes, c'est un paysan de Couëron. Il dénonce les accords entre EDF et la FNSEA, s'oppose à la centrale : « On défend d'abord l'outil de travail des agriculteurs de la région. Une centaine sont directement touchés ». C'est alors qu'est découvert « un auditeur de qualité », en la personne d'un commissaire principal mêlé à la foule. On le menace. A deux doigts du lynchage, il est monté dans une remorque. « Gardons-le en otage », dit quelqu'un. « On ne frappe pas ces mecs-là », dit un autre. « On ne va quand même pas se salir les mains ! » Finalement, après débat, on le relâche.

La manifestation traverse alors tout le village, les tracteurs en tête. Près de l'église, l'estafette qui tient lieu de « mairie annexe » est protégée par trois rangs de gardes mobiles. L'hélicoptère du sous-préfet tourne à nouveau au-dessus du village. Les manifestants se rassemblent devant les gendarmes en tenue de combat. La rue est étroite. Le leader du comité monte sur un mur et s'adresse aux flics, les traite de vandales, de « cannibales assoiffés de chair humaine », décrit leurs dégâts, la veille à Cheix. Puis, on fait passer les trois tracteurs. Les gardes mobiles ne bronchent pas.

La manifestation continue ensuite son chemin, très bien accueillie par la population du Pellerin. Le soleil a laissé la place aux orages de la veille.

Jean-Yves Touvais

La Gazette de Malville



Le débat sur la participation des « Amis de la terre »

Nous publions en tribune libre une lettre des Amis de la terre de Marseille que nous avons reçue samedi. Nous ne sommes pas en mesure d'apprécier l'ensemble des questions qu'elle soulève et qui font allusion à des problèmes internes aux Amis de la terre. Nous ne pouvons pas non plus, sous prétexte qu'elle traite des dites questions internes, nous dispenser de passer la lettre des Amis de la terre de Marseille. Pour notre part, nous avons publié la lettre des Amis de la terre

de Paris en toute bonne foi, car elle était adressée à la rédaction et qu'aucune mention n'était faite demandant de ne pas la publier. Dans le cas inverse, cela aurait été une demande de respecter une sorte de « diplomatie secrète » et cela n'était pas non plus une méthode permettant d'éclairer les enjeux véritables de la lutte contre Super-Phénix.

M. V.

Tribune libre des Amis de la terre de Marseille « La peur n'est pas notre camp »

Rouge du 9 juillet publie une lettre des Amis de la terre de Paris signée Brice Lalonde au sujet du prochain rassemblement antinucléaire de Malville. Une fois encore le « leader » des Amis de la terre engage l'ensemble de groupes existants en France sans les avoir consultés. Peu importe qu'il signe sous l'étiquette des Amis de la terre de Paris, c'est le leader fabriqué par les media qui parle. Si le groupe de Paris a un minimum de fonctionnement collectif, il doit bien pouvoir faire signer quelqu'un d'autre. Cette fois encore, la manipulation est grave : Brice Lalonde intervient comme un frein dans la mobilisation pour la manif de Malville. N'étant pas membre de droit

de l'organe dirigeant pour la manif, il revendique sa place, pose ses conditions, envoie ses groupes locaux enquêter sur le terrain, ne veut signer qu'avec les grandes organisations responsables : PSU, Mouvement pour une alternative non violente, CFDT. Pourquoi celles-là ? N'est-on pas en droit de se demander si Brice Lalonde ne se fait pas le porte-parole officieux de ces organisations ?

Brice Lalonde endosse le vêtement de bureaucrate, alors qu'il n'a pas encore réussi à nous faire avaler son projet de fédération nationale des Amis de la terre qui, dans la forme où il a été proposé, ne ferait que légitimer sa prééminence sur les groupes

locaux. Trop tard, Brice, tu es déjà un vieux politicien dans un mouvement qui va te rejeter.

Les Amis de la terre de Marseille, association autonome, appellent au rassemblement de Malville sans poser d'ultimatum, en soutenant le comité Malville local et en faisant tout ce qu'ils peuvent pour que le rassemblement soit un échec pour le gouvernement. La peur n'est pas dans notre camp. Nous invitons les autres groupes locaux à user le plus rapidement de leur droit d'expression et à se prononcer pour le rassemblement de Malville.

Marseille,
le 9 juillet.

COMMUNIQUE DES AMIS DE LA TERRE DE PARIS

La réussite politique du rassemblement de Malville des 30 et 31 juillet est très importante pour l'avenir du mouvement antinucléaire. La lettre des Amis de la terre de Paris aux associations et organisations, publiée dans « Rouge » du 9 juillet, a simplement pour but le renforcement du caractère pacifique et massif de la manifestation. Le procès d'intention qui nous accuse d'alimenter l'actuel climat de psychose est intolérable. Le ton volontairement incisif de notre lettre : « Soit-disant comités Malville », « soit-disant coordination », a pu paraître arbitraire, mais il n'était

destiné qu'à susciter des réactions rapides.

Force est de constater que le fonctionnement en démocratie directe de ces coordinations se prête à des abus de pouvoir par des minorités irresponsables ou des provocateurs. Nous nous réjouissons de la déclaration de la coordination Malville selon laquelle le rassemblement sera pacifique et non violent. Mais il est indispensable d'aller au-delà des déclarations d'intention et de déterminer rapidement des modalités et des objectifs précis pour la mobilisation.

Nouvelles interventions à Lip

La police détruit le transformateur et saisit des montres



(Suite de la première page)

Samedi après-midi, nouvelle attaque policière. Cette fois, au nom d'une procédure de flagrant délit de « ventes de montres volées ». Une cohorte de flics envahit l'usine pour saisir les montres exposées (voir notre témoignage ci-contre). Heureusement, l'argent des ventes déjà réalisées sera promptement caché... dans les toilettes. 388 montres, pour une valeur de 55 000 F seront cependant embarquées. Et quelques-uns des animateurs de la lutte, dont Charles Piaget, seront à nouveau emmenés au commissariat pour y être interrogés sur « l'origine des montres volées ».

Aussitôt après le départ des flics, les ventes ont repris. La population était ensuite avertie par une voiture-sono et un rassemblement s'organisait devant le commissariat jusqu'à la sortie « du Charles » et de ses camarades.

Hier dimanche, la vente s'est poursuivie sans incident. Et comme chez Lip, il y a toujours une solution et une réponse aux coups durs, les travailleurs annonçaient une série d'initiatives : vente publique aujourd'hui dans les rues de Besançon, paye sauvage prochainement pour une cinquantaine d'entre eux, installation confirmée d'une ligne téléphonique dans l'école attenante à l'usine. Dernier pied de nez à Pandore, marquant bien leur détermination : les Lip faisaient savoir que, grâce à une décision du conseil municipal de la ville, ils allaient installer, au cours de la semaine, un groupe électrogène beaucoup plus puissant que celui dont ils disposaient jusqu'à présent. Ils seront ainsi assurés d'être éclairés 24 heures sur 24 !

L'été a toutes les chances d'être long et chaud à Palente. Le sens de la « guérilla » policière est, sans doute, de préparer, comme en 1973, l'assaut final pour le plein été. Plus que jamais, les Lip ont besoin de la solidarité concrète de tous les travailleurs. Pourquoi ne pas faire un détour sur la route de vos vacances ?

Devinette portugaise

« A cette date, les institutions portugaises sont stabilisées. Une constitution, un président de la République, un gouvernement homogène donnent au paysage politique portugais l'allure d'une démocratie bien fondée. »

De qui est ce coup de chapeau au gouvernement « démocratique » de Soares, au moment même où il restitue des usines et des terres expropriées à leurs anciens propriétaires et promulgue la loi limitant le droit de grève ?

(CFDT aujourd'hui, numéro de juillet-août, p. 33).

Eve

Sur la pelouse samedi, les taches de flics en kaki...

Samedi midi : débarqués du train de Paris avec une commande de montres de notre comité d'entreprise, nous sommes arrivés à Palente par le bus. Le conducteur nous a laissé sur place avec un sourire de complicité.

FR 3 est là, qui filme les dégâts infligés au transformateur. Un reportage — court — passera effectivement aux informations régionales.

Un des Lip se propose pour nous accompagner en voiture chez un délégué. Elle n'est pas là, mais une note sur sa porte indique le petit restaurant du coin (Nous apprendrons que c'est toujours comme ça chez eux : on sait constamment où les retrouver).

Au restau, la déléguée et d'autres Lip engagent vite la conversation, mais on sent une inquiétude qui perce : « Il n'y a que quatre travailleuses pour assurer la vente cet après-midi. Pourvu qu'il n'arrive pas un mauvais coup. » Ils ne croyaient pas si bien dire...

Alors que nous revenons à l'usine avec la déléguée, des gens courent vers le lieu où la vente se déroule. Sur la pelouse, les taches de flics en kaki, dans la grande salle de vente, partout, des flics en bleu et en civil. Tout ça pour quatre per-

sonnes ! C'est notre première pensée.

La déléguée qui nous précédait se présente. On la laisse entrer et nous sommes entraînés dans la bousculade. Nous voulons ressortir, car, dans nos sacs, il y a des montres. On proteste : « Nous sommes des touristes ». Les flics nous laissent sortir, sur le conseil d'un des chefs présents : « Avec les touristes, il ne faut pas que ça s'ébruite. » C'est raté. Car, à peine dehors, nous ne pouvons nous empêcher de commencer à crier, bientôt rejoints par deux cars de touristes qui débarquent. Réponse des « en civil » : « Vous avez intérêt à la fermer. Foutez le camp. » Et un flic en uniforme commence à balancer sa matraque... Un petit vieux tourne et retourne en protestant : « Faut pas se laisser faire, il faut réagir. »

Trois quarts d'heure après, les flics disparaissent toujours sous les injures. La minute suivante, nous pénétrons à nouveau dans la grande salle. La vente a immédiatement repris avec de nouvelles montres. Nous n'aurons pas le temps de voir les stocks. Tant pis ! Nous reviendrons. Plutôt deux fois qu'une !

L'accord sur la préretraite entre en vigueur

L'accord sur la préretraite entre, en principe, en vigueur aujourd'hui. Cet important accord est intervenu le 13 juin dernier entre le CNPF et les confédérations CGT, CFDT, FO et CGC. Il donne aux travailleurs du secteur privé la possibilité de décider librement de l'arrêt ou non de leur activité à partir de l'âge de 60 ans, en bénéficiant de ressources proches de celles de la retraite.

Alors, si vous travaillez dans une entreprise privée, si vous êtes âgés de 60 ans et si vous avez l'intention de voir autre chose que l'aimable figure de votre employeur, vous pourrez bénéficier de

70 % de votre salaire brut pendant les cinq années vous séparant de l'âge de la retraite officielle ; 70 % qui vous seront versés par les ASSEDIC (les caisses de chômage). Il vous faudra, pour cela, renoncer à toute activité rémunérée, être inscrit à l'Agence pour l'emploi et avoir 10 ans d'affiliation à la Sécurité sociale. Le minimum de garantie de ressources prévu par l'accord se monte à 1 414,5 F par mois ou 1 621,5 F en cas de personne à charge. Un vrai traitement de ministre ! Les bénéficiaires continueront cependant d'acquiescer de nouveaux droits à la préretraite (Sécurité sociale et retraite complémentaire).

Un accord insuffisant

Il s'agit là d'un incontestable acquis, d'une concession arrachée au CNPF. Il est cependant tout à fait insuffisant et ce tant du point de vue des travailleurs âgés que de celui de la situation de l'emploi (qui n'est pas particulièrement rose, comme vous le savez).

Du point de vue des travailleurs âgés tout d'abord. Car le CNPF se refuse toujours à la généralisation de l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans et préfère multiplier les mesures partielles qui entraînent une grande disparité des droits des travailleurs. D'autre part, l'accord ne concerne que ceux du secteur privé (400 000) et en exclue les agents du secteur

public, en particulier, ceux des collectivités locales.

Et puis, cet accord qui n'est prévu que pour une durée temporaire (jusqu'en mars 1979) ne permet pas de résoudre le problème du chômage ou, tout au moins, d'améliorer la situation de l'emploi, mais encore, ses modalités de financement ne devraient pas coûter bien cher au patronat.

Il n'améliorera pas la situation de l'emploi car le CNPF, organisme social bien connu, s'est refusé à prévoir toute disposition pour le remplacement de ceux quitteraient la production à la faveur de cet accord. Il n'y aura donc pas d'ab-

sorption proportionnelle de demandeurs d'emploi par les entreprises. Dans la tête de nos aimables patrons, il s'agit donc de se débarrasser d'un nombre important de vieux travailleurs en les payant moins et de répartir la charge de travail sur ceux qui restent, autrement dit d'augmenter le taux d'exploitation en comprimant les coûts salariaux !

Enfin, l'accord prévoit le financement de la préretraite par les caisses ASSEDIC, c'est-à-dire de consacrer les ressources de ces caisses initialement prévues pour le chômage à d'autres fins. En bon français, ça s'appelle une entourage.

La lutte pour l'abaissement généralisé de l'âge de la retraite, liée à celle pour la réduction massive du temps de travail, reste donc à l'ordre du jour. Mais également celle pour le remplacement automatique des postes laissés vacants par les départs à la retraite, comme le revendiquent déjà les syndicats italiens ; avec cette importante précision que le remplacement doit intervenir de façon à ne pas aggraver le chômage féminin, déjà fort important : pour une travailleuse partant en retraite, c'est une travailleuse qui doit être embauchée...

Joseph Cabrol

ENLUTTE

Marseille : les « Surgets » ont gagné

Les « Surgets », ce sont les caristes, les manutentionnaires et les autres travailleurs de l'unité 18 de Shell-Chimie de Berre. Payés aux environs de 1 800 F par mois, ces travailleurs, en majorité immigrés, se sont mis en grève vendredi, 1^{er} juillet, avec pour revendication : pas un seul salaire inférieur à 2 300 F par mois. Au bout de 4 jours de grève, tous les travailleurs de l'entreprise Surget, soutenus par les sections syndicales CGT et CFDT de Shell-Chimie, obtiennent 330 F par mois. Leur salaire passe alors à 2 130 F par mois pour 40 heures de travail.

Correspondant

Précicâble (Argenteuil) ça continue

Les travailleurs de Précicâble, en grève depuis plus d'un mois (voir « Rouge » du 16 juin), étaient assignés en référé par la direction, jeudi dernier.

Le juge de Pontoise a déclaré la demande du patron irrecevable, et celui-ci a été condamné aux dépens.

Il va sans dire que la grève est sortie renforcée de cet intermède judiciaire, il n'était besoin pour s'en persuader que de voir les mines réjouies des travailleurs venus en nombre au tribunal.

Les collectes de solidarité ont permis la distribution d'un premier acompte à tous les travailleurs en grève et dans tous les cas ceux de Précicâble ne sont pas prêts à se laisser intimider par les menaces de la direction.

Correspondant

Bordeaux : échec de la grève de la Livre

Les imprimeries du travail, en grève générale illimitée à Bordeaux, depuis le 9 juin, ont repris cette semaine sans avoir rien obtenu. L'assemblée générale de mardi a décidé la reprise du travail pour mercredi matin. Tous les travailleurs qui ont vu échouer une grève longue et acharnée connaissent bien ce que sont en train de vivre aujourd'hui les grévistes du travail en reprenant le boulot : répression mesquine et insidieuse, tracasserie de la maîtrise, etc.

Ceux de Delteil en rentrant dans la boîte ont découvert deux conducteurs offset, extérieurs à l'entreprise qui ont fait les jaunes pendant une bonne partie de la grève.

A signaler que près d'une semaine après la reprise du travail, les dirigeants du syndicat du livre CGT ne l'ont toujours pas annoncée.

Correspondant

Parisien libéré

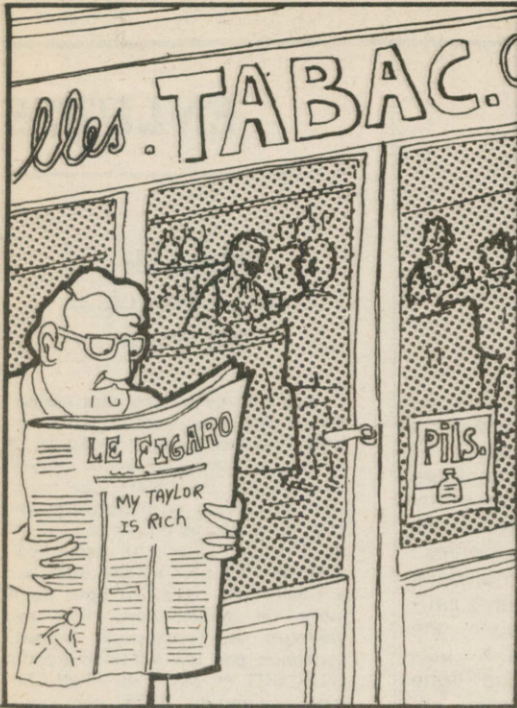
Le tribunal correctionnel de Beauvais, dans l'Oise, a prononcé un jugement de relaxe au bénéfice de 7 ouvriers de la Livre parisien, poursuivis pour destruction de plusieurs milliers d'exemplaires du « Parisien libéré ».

Mais un huitième ouvrier a été condamné à 300 F d'amende pour « détérioration de choses mobilières » ainsi qu'à payer 500 F de dommages et intérêts à la direction du « Parisien libéré ».

Clermont-Ferrand : annulation de licenciements

Le tribunal administratif de Clermont-Ferrand a annulé l'autorisation accordée à la firme Mavernay de licencier 83 personnes. Le tribunal a jugé que les délais légaux de consultation prévus dans le cadre d'un licenciement collectif pour motif économique n'avaient pas été respectés.

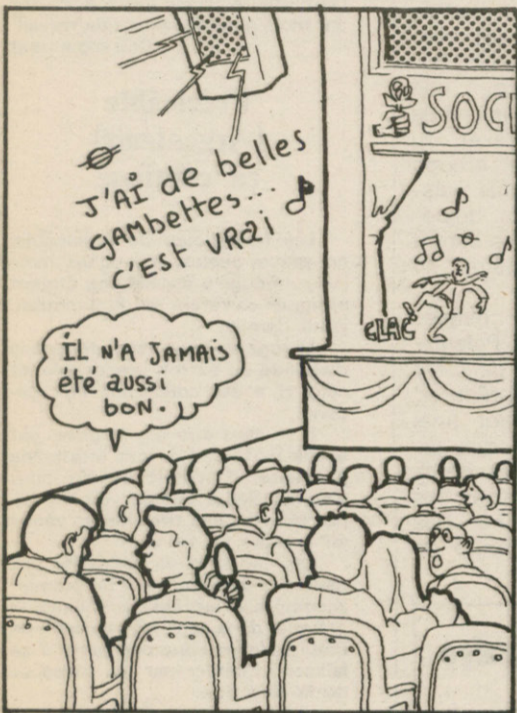
LES COUCHES NOUVELLES



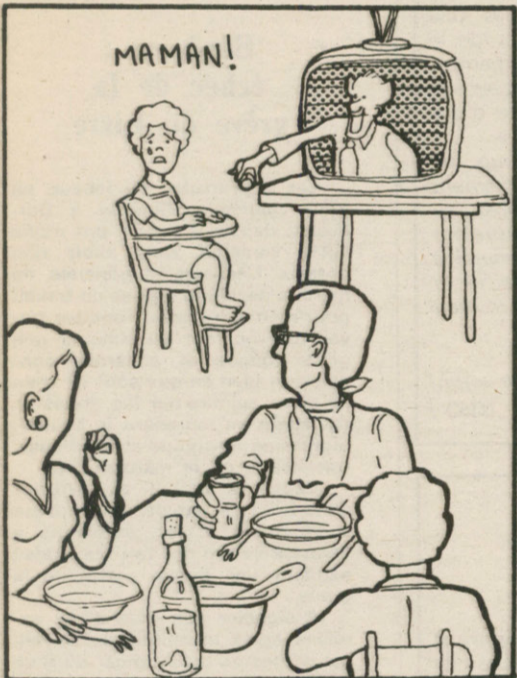
RÉSUMÉ
FRANKLIN JUNIOR Taylor, arrière-petit-fils de l'inventeur de l'organisation scientifique du travail est en Réunion avec des industriels français.

LA BOURSE voit les valeurs françaises monter en flèche

La présence d'un Taylor en vint vite à faire la Une de la Presse Française. Les quotidiens créaient déjà la légende... "My Taylor is rich", titra Le Figaro. R. Leroy, dans un éditorial ferme et résolu de l'Humanité, écrit: "Les travailleurs opposeront un



mon vigoureux et massif à la présence d'un Taylor sur le sol national". Mitterrand, à cette occasion, prononça un de ses plus beaux discours. Il avait inclus dans tous ses meetings une partie de claquettes. Les experts du P.C. et du P.S. n'étaient rendus compte après moult études que les mouvements enveloppés qui accompagnaient la voix vibrante et cauteleuse n'y suffisaient plus. Il fallait briser le renouement du



discours. Désormais, il est courant de voir l'orateur bondir par-dessous son pupitre pour esquiver quelques pas de danse. Mitterrand se révéla excellent claquetteur et Marchais se débrouilla fort bien dans un numéro d'expression corporelle. Le Secrétaire Général du Parti Communiste fit aussi un très grand numéro télévisé, certains télé-spectateurs dont la bonne foi ne peut être mise en



cause, soutinrent que sa présence fut telle qu'il prit le fromage avec eux. Mais, pendant ce temps, dans les coulisses du pouvoir, que se passait-il? Il se trouve que l'huissier du C.N.P.F. n'était autre que l'oncle Marcel: vieux terroriste qui, à force de roder autour du siège patronal, avait fini par se faire engager comme huissier.



A Auch, les quartiers de la ville basse sont submergés.

Inondations : la conséquence d'une politique de l'agriculture et de l'aménagement du territoire

Un « spécialiste de la météo » annonçait sur Europe 1 que les inondations dans le Gers sont dues au fait que les vallées sont très encaissées. Dans ce cas, la vie ne serait pas possible dans les Pyrénées ou les Alpes. En fait, les vallées gasconnes ne sont pas plus encaissées que les cotaux de Saint-Cloud.

La vérité est que la catastrophe qui a transformé les paisibles « pissouillis » gascons en fleuves de boue (Gers, Baise, Save etc.) était prévisible. Il s'agit d'un désastre écologique dont sont responsables les destructions systématiques des haies de bocage, l'arasage des talus et le comblement des fossés pratiqués depuis 15 ans. Avec comme but la rentabilisation à court terme de l'agriculture par la création de grandes parcelles (plusieurs dizaines d'hectares).

Effectuées de façon sauvage, et en allant au plus fort (quand on fait venir le bulldozer on ne fait pas les choses à

moitié), ces arasages détruisent le savant équilibre créé par des générations de paysans qui permettait aux terrains de supporter les orages sans trop raviner et d'écouler les eaux de pluie en douceur.

Il y a deux ans déjà, de violentes inondations dans le Gers avaient « surpris » les autorités, causant la mort d'un jeune appelé en manœuvre (exercice de franchissement maintenu). On avait alors décidé une politique de grands travaux — mise en gabarit du lit du Gers — et la danse des bulldozers avait repris...

La catastrophe actuelle risque d'aggraver encore les disparités entre les paysans, d'autant plus que les habitations traditionnelles gasconnes sont en torchis (terre crue mélangée de paille chuechée), résistant mal à l'eau. Les dirigeants du Crédit agricole du Gers pourront utiliser cette calamité soi-disant iné-

vitable pour avancer vers leur objectif : réduire de 40 000 à 5 000 le nombre d'exploitations agricoles.

Le PS, qui est majoritaire dans la nouvelle municipalité d'Auch (ayant gagné huit sièges sur la base d'une crédibilité accrue auprès des agriculteurs), le MODEF, qui recueille la moitié des voix aux chambres d'agriculture du Gers, se contenteront-ils de réclamer une aide tout à fait justifiée des pouvoirs publics? Ou bien mettront-ils en avant la nécessité d'un contrôle des travailleurs de la région sur les transformations sauvages du système agricole et écologique? Car les transformations anarchiques effectuées au profit de très gros exploitants causent des dommages à l'ensemble de la collectivité.

D'autre part, face aux compagnies d'assurances et à l'Etat, c'est une défense collective des paysans, aidés par les syndicats ouvriers, qui peut s'organiser.

G. Marcel

SOUSCRIPTION N° 36 SOUSCRIP

Ancien total : 498 835,50

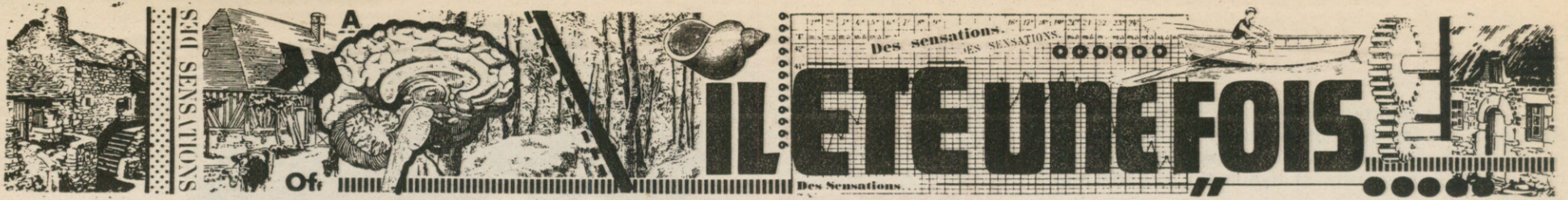
Aujourd'hui : 15 096,21

J.-J. B., syndiqué CFTD	
groupe Mornay, Paris XII*	50,00
R. B. employé groupe Mornay Paris XII*	15,00
Frank, militant LCR SNCF-Nord immigré du 47, à Paris	100,00
R. B. Grenoble	500,00
Quelques sympathisants de Besançon	120,00
E. R. Paris XII*	50,00
Cellule LCR ex-Ort	320,00
Groupe taupé ORFT Cognac-Jay (TF 1/A 2)	260,00
Reste de bouffe du même groupe taupé	21,00
Sympathisante CR Bordeaux	230,00
F. C. Paris VI*	200,00
Ville de Montluçon	200,00
Un lecteur d'Amiens	
« pour un quotidien trotskyste »	50,00
F. C. Metz	300,00
C. C. Nantes	200,00
C. Taupé INRA	50,00
J. P. collecte INRA Jouy	50,00
E. collecte INRA Jouy	20,00
Cellule Cie bancaires	
« en attendant la banque unique »	650,00
Un ex-militant isolé dans ses montagnes (73)	100,00
Militant CR Rueil	50,00
Militante CR Rueil	50,00
Employé assurances Toulouse	100,00
R. C. militant LCR Toulouse	100,00
Militant métallurgie Grenoble	99,00
Yvette enseignante Grenoble	25,00
Daniel, lecteur Grenoble	25,00
Militant LCR métallurgie Grenoble	50,00
T. R. sympathisant Grenoble	100,00
Daniel L. T. sympathisant Grenoble	100,00

La mère d'une militante Grenoble	100,00
J. O. et Claude, lecteur(trice) Grenoble	150,00
« Pour un Rouge plus vivant, plus ouvert, moins sectaire et ... sur 16 pages »	
J.-P. V. Paris XVIII*	3 600,00
« Rouge est indispensable et faut se battre pour l'améliorer »	
Patrick, Saint-Etienne-du-Rouvray (76)	50,00
« En espérant faire mieux très prochainement » Jérôme Bonneuil	50,00
H. S. Paris XIV*	200,00
« Pour que Rouge vive encore un peu »	
Sybil, Vanves	50,00
Collecte au comité de lutte de l'Ecole centrale Paris	150,00
« Pour Denise », Champigny	100,00
Travailleurs sociaux Besançon	150,00
B. et M., stagiaires FPA Toulouse	200,00
Cellule santé Besançon	500,00
Cellule EDF Asnières	20,00
CR Colombes	150,00
CR Genevilliers	900,00
Un portugais	100,00
« Pour continuer à voir imprimé ce que je pense », G. M. enseignante Nîmes	580,00
R. P. Rennes	200,00
Diffuseurs INSEE	75,00
Un « ex », peut-être un « futur » de Dijon	300,00
« Un petit quelque chose pour pouvoir continuer à lire Rouge » Michel, Grand-Couronne	50,00
La semaine de cinéma au studio	
Action nous rapporte	1 770,00
La vente de l'appareil photo	1 321,21
F. B. Cholet	145,00

Nouveau total : 513 931,71

• Chèques à l'ordre de SPN, à l'adresse du journal



Franco Berardi, animateur de Radio-Alice, ne doit pas être extradé

ALICE ET LE COMPLIT

« Que cent fleurs s'épanouissent, que cent radios transmettent. Pour un autre Mai 1968, avec d'autres armes. » Franco Berardi, l'un des animateurs de Radio-Alice, arrêté jeudi à Paris (« Rouge » de samedi), avait écrit ces phrases dans la revue « A travers » et dans « la Rivoluzione ». Il avait aussi écrit : « Diffuser des nouvelles fausses pour produire des événements vrais. »

Pourquoi citer ces phrases qui, à première vue, ne semblent pas être de la dynamite ? C'est qu'elles prennent une saveur particulière, intégralement reproduite de la main du greffier dans l'acte de

Avec sa vision paranoïaque des événements, le PCI a interprété les manifestations de mars à Bologne comme une phase d'un habile complot contre le compromis historique. La répression poursuivie maintenant contre les animateurs de Radio-Alice et contre des « meneurs », judicieusement sélectionnés, des manifestations, cherche à accréditer cette thèse. Elle procède par amalgames et accusations fantaisistes. Staline serait fier de ses enfants, le PCI n'a pas oublié comment se débarrasser des « dissidents »

Le point de départ des manifestations fut le meurtre de Francesco Lorusso, militant de Lotta Continua, abattu d'une balle dans le dos par les flics. Dur de prétendre que cela faisait partie du complot. Empêtré dans sa défense de

l'accusation contre Franco Berardi.

Dangereux personnage, déjà arrêté en 1976 pour « instigation morale à la révolte », il est maintenant poursuivi pour « instigation au délit » et son arrestation à Paris est l'exécution d'un mandat d'arrêt international. Demander que cent fleurs s'épanouissent relève maintenant du délit de subversion, de la volonté de déstabiliser l'Etat italien et provoque la mise en branle des polices européennes. Interpol, extradition, télégrammes urgents entre Bologne et Paris : les défenseurs de l'ordre sont sur les dents. Il s'agit de sauver l'Italie en général et Bologne en particulier du « complot ».

L'Etat et de la police, le PCI fut violemment contesté, au point de finir par faire une autocritique sur son attitude qui l'avait exclu du mouvement de protestation, sans pour autant abandonner son rôle de principale béquille du pouvoir en place. La « thèse du complot » lui sert à résoudre cette contradiction et il n'y va pas de main-morte.

Des procès de Bologne ?

Douze militants et militants ont été arrêtés à Bologne. Un est en fuite et Franco est à Fresnes. Mais ils étaient des milliers dans les rues, en mars. Le choix des inculpations ne s'est pas fait au hasard. Rocco Fresca est ouvrier, délégué de conseil d'usine, une épine dans le pied de la bureaucratie syndicale. Il est accusé d'avoir fabriqué des engins incendiaires. Les témoins sont secrets. Bruno Giorgini (en fuite) et Diego Benecchi sont accusés d'avoir appelé à la

violence dans un meeting qui fut retransmis sur Radio-Alice.

Franco Ferlini est accusé pour l'émeute du 11 mars. Il travaille à la mairie de Bologne où une pétition pour sa libération a obtenu 120 signatures. Bologne, mairie communiste, où une circulaire dit qu'une interpellation par les flics (même non suivie d'inculpation) est considérée comme une absence non justifiée et entraîne le licenciement. Et Ferlini a été licencié. La mano en la mano, services de police et services de la mairie peuvent se débarrasser des gêneurs et travailler en paix au sauvetage de l'Italie.

Le cas Brunetti

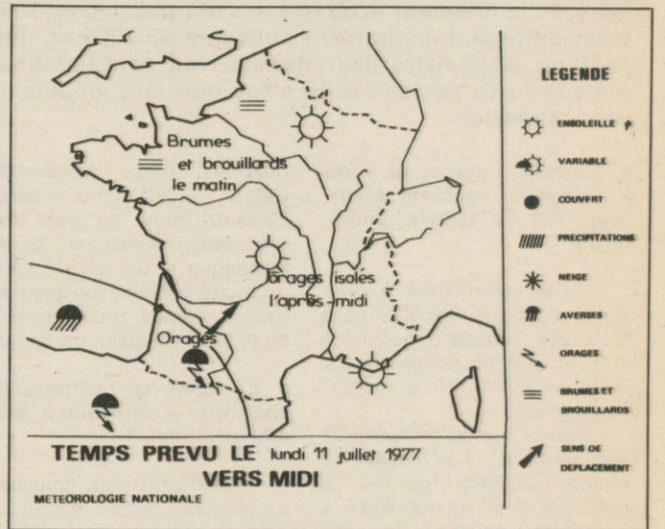
Paolo Brunetti, autre membre de Radio Alice, travaillait à la mairie de Casalecchio, à côté de Bologne. Il appartient au CLEP (Coordination des travailleurs de la commune) et venait de dévoiler un scandale immobilier portant sur 4 milliards de lires. Le parc Thalon,

destiné à être un espace vert, avait été vendu à une société immobilière suisse et cette opération compromettait des notables du PCI.

Arrêté le 19 juin, Brunetti est accusé d'avoir kidnappé Francesco Spisso qui se trouve être son ami. IL n'a d'ailleurs jamais été kidnappé et il écrit une lettre aux flics pour le leur apprendre. Brunetti est alors accusé d'avoir participé aux émeutes. Mais les flics le trouvent la jambe plâtrée. Ce n'est pas du flanc, elle a vraiment été cassée, il y a deux mois. Il est toujours en taule pour séquestration arbitraire et la lutte contre le « complot » continue. L'arrestation, à Paris, de Berardi en est une péripétie. Avant-hier, une vague de perquisitions a encore eu lieu à Bologne.

C'était : dans le compromis historique, l'envers vaut l'endroit.

David Freiman



TELEVISION

TF 1

- 12.30 Midi première
- 13.00 Journal
- 13.35 TV régionales
- 13.50 Football : tournoi mondial juniors
- 16.40 Pour les jeunes
- 18.10 Cosmos 1999 (série) A la dérive
- 19.00 Graine d'ortie (feuilleton)
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Les partis politiques Le PCF
- 20.00 Journal
- 20.30 Orgueil et Passion (1957) Film d'aventures historiques de Stanley Kramer. 1810 : l'Espagne...
- 22.35 Tour de France
- 22.50 Journal

A 2

- 13.05 TV régionales
- 13.50 Bergeval et fils (feuilleton)
- 14.05 Aujourd'hui madame Quatre auteurs face à leurs lectrices. Les aventures d'Arsène Lupin Les sept anneaux de Cagliostro.
- 15.05 Tour de France
- 16.00 Aujourd'hui magazine
- 18.00 Fenêtre sur... Les romans en question.
- 18.35 Dessin animé
- 18.45 Flash d'information
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 Les détours de France
- 20.00 Journal
- 20.30 La tête et les jambes
- 20.30 La tête et les jambes
- 21.55 La saga des Français Le temps d'apprendre à vivre. La solitude de la vieillesse dans un grand ensemble...
- 22.50 L'huile sur le feu
- 23.50 Journal

FR 3

- 18.45 Pour la jeunesse
- 10.05 Télévision régionale
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Tribune libre Jean Jaudel (président de la Revue des deux mondes)
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30 Cinéma public Les Pétoleuses (1971) western parodique de Christian Jaque
- 22.00 Journal

ABONNEMENT

NOM: PRENOM:

ADRESSE:

VILLE: CODE POSTAL:

	Normal	Collectivités	Etranger
3 mois	110 F		180 F
6 mois	200 F	140 F	325 F
12 mois	400 F	275 F	650 F

TOUR DE FRANCE GREVE DU ZELE ET FRONDE CONTRE LES GROS BONNETS

185 kilomètres pour atteindre Rennes où l'Allemand Thaler a emporté le sprint d'un groupe de cinquante coureurs dans lequel ne figuraient ni Zoetemelk, ni Laurent, ni Delisle qui accusent de ce fait,

« Les coureurs sont en train de tuer le Tour. » Le constat fait les gorges chaudes des milieux sportifs. Il est vrai qu'une espèce de fronde s'est emparée des OS du vélo et que, certains jours, les étapes prennent des airs de promenades touristiques. Ils n'en ont pas moins parcouru un kilométrage assez élevé, gravi les Pyrénées en hors-d'œuvre, connu des départs anticipés, pris sur leur temps de repos, etc. assez d'arguments pour se demander si ce n'est pas le Tour qui tue les coureurs, tout simplement.

En fait, la morosité qui s'empare des organisateurs du Tour relève d'un phénomène plus vaste, perceptible lors du Dauphiné libéré, du Midi libre ou du tour de l'Aude. Mal payés pour la plupart, les professionnels connaissent des saisons de plus en plus longues qui vont de janvier à novembre. Ils en ont assez et réclament des garanties, des assurances, sinon une sécurité de l'emploi par trop soumise aux impératifs des commanditaires financiers.

Chez les responsables du Tour, c'est la consternation doublée de la menace. « Il faut qu'ils aillent plus vite ! », s'est écrié Félix Lévitan, un des patrons de l'épreuve. Et d'évoquer certains « stimulants » pour aiguillonner les pédaleurs : « A savoir, élimination systématique du dernier au classement général chaque soir d'étape, prime supprimée au vainqueur d'étape si cette étape n'a pas dépassé la moyenne de 34 km/h. Et on verra ce qu'on verra. »

Deuxième sujet d'inquiétude pour les P-DG

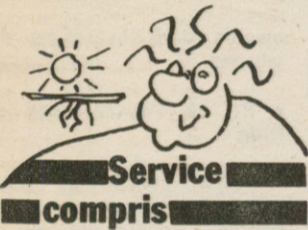
1'30 de retard en plus sur le maillot jaune Thureau. Un peu de piment donc pour un Tour qui, au grand émoi de ses promoteurs, a des styles de randonnées.

du vélo, l'« affaire Guimard », complémentaire à l'état d'esprit actuel du peloton. Guimard, ancien coureur et directeur sportif non orthodoxe, a mis les pieds dans le plat. Il entend traiter directement avec les organisateurs de critères qui se déroulent après le tour, sans passer par les intermédiaires. Ces impresarii du cyclisme prélèvent en effet au passage de 10 à 15% des contrats. C'est la loi du milieu et c'est contre ce diktat que Guimard et ses coureurs s'élèvent.

La riposte des gros bonnets n'a pas tardé. Sous la houlette de Roger Piel et de Daniel Dousset, qui trustent le marché des smicards de la bicyclette, s'est tenue une réunion des organisateurs bretons de critères (21 présents sur 30). Il y a été dit ceci : « Si vous voulez Merckx, Poulidor et Thureau, passez-vous des coureurs de « Gitane » (l'équipe à Guimard). » Chantage auquel Guimard a répondu en menaçant de licencier son équipe, ce qui reviendrait à une forte perte sèche financière puisque derrière Guimard, il y a Gitane (firme de 600 personnes et de millions de capitaux). On en est là, et les suiveurs de supputer sur la nécessité d'injecter dans le nombre trop restreint des professionnels des équipes venant des pays de l'Est.

C'est sans doute en tenant compte de ce souhait qu'une vingtaine de cyclistes antinucléaires ont jugé bon de s'immiscer dans le Tour, samedi. Appartenant au CLIN (Comité local d'informations nucléaires), ils entendaient protester contre l'implantation d'une centrale nucléaire au Pellerin (Loire atlantique).

Frank Tenaille



ARRIVEE A RENNES

Cherche une place dans une voiture mercredi 13 au soir ou jeudi 14 au matin. Départ de Paris. Arrivée à Rennes. Partage des frais d'essence. Tél : 955.22.89 après 20 h.

PARIS-PAU

Cherche deux places Paris-Pau ou Paris-Toulouse. Dimanche 24 ou lundi 25. Partage des frais. Tél : Ali au 346.13.50, poste 5303 aux heures de bureau.

PARIS-MARSEILLE AVEC SACS

Cherchons voiture pour deux personnes avec sacs, descendant de Paris à Marseille le 26 juillet. Tél : 962.78.40.

SOMMIERS GRATUITS

A saisir ! trois sommiers doubles, un simple, un matelas une place. Gratuits. A venir prendre à Montreuil au siège du journal. 2, rue Richard-Lenoir.

AVEC EAUVIVES

Une place est disponible dans une voiture pour La Rochelle, via Tours et Poitiers. Départ le 15 juillet au matin. Grátis. Tél. au journal. Demander Eauvives.

Archie Shepp à Nîmes

Ce soir aux arènes de Nîmes, à 21 h 30 et en plein air, grand concert de jazz avec Archie Shepp et Max Roach. L'un vient avec son quartet et l'autre avec son quintet. Si on a de la chance, on les verra peut-être jouer ensemble. A ne pas manquer.

Une interview du chanteur allemand

Le nom du chanteur Walter Mossmann est lié, en RFA, à toutes les grandes luttes actuelles, contre le nucléaire, la répression, les Berufsverbot, la bureaucratie social-démocrate et syndicale, l'armée bourgeoise.

Il a été présent par ses chansons et son intervention politique, notamment, tout au long de la lutte qui s'est développée dans le pays de Bade contre le projet d'implantation de la centrale de Whyl et qui a abouti à la promulgation, par le tribunal de Fribourg-en-Breisgau, d'un arrêté d'interdiction de la construction de cette centrale.

Mossmann a commencé dans les années 1960 à faire de la chanson littéraire, il s'est politisé en 1967, s'est engagé dans la lutte politique en 1968 en militant au SDS. Faire des chansons en contact direct avec la lutte sociale, telle a toujours été, depuis, sa préoccupation.

● Comment en es-tu venu à t'engager, comme chanteur, sur le terrain politique ?

— J'ai commencé à faire de la politique au SDS et à faire des chansons pour nos actions. J'étais concerné par le mouvement et j'y militais activement.

Lorsque que le mouvement est retombé, j'ai cessé de chanter pendant cinq ans. La politique était monopolisée à l'extrême gauche par les groupes maoïstes et était devenue quelque chose de sec, bureaucratique, mort. On ne pouvait plus s'y reconnaître. Avec le développement de la lutte antinucléaire, des comités d'initiative populaire (Bürgerinitiativen), est apparue la possibilité d'entretenir un autre rapport à la politique, de faire une autre politique, de trouver d'autres moyens d'expression que les éternels même mots d'ordre figés.

A ce moment-là, sont apparus aussi d'autres groupes et des chanteurs, Klaus de Geiger (le violoneux) et ses copains à Cologne, Tommy et ses copains à Munich et un tas de musiciens de rue qui échangent leurs expériences et font des choses ensemble. Cette pratique implique une insertion dans une région, un

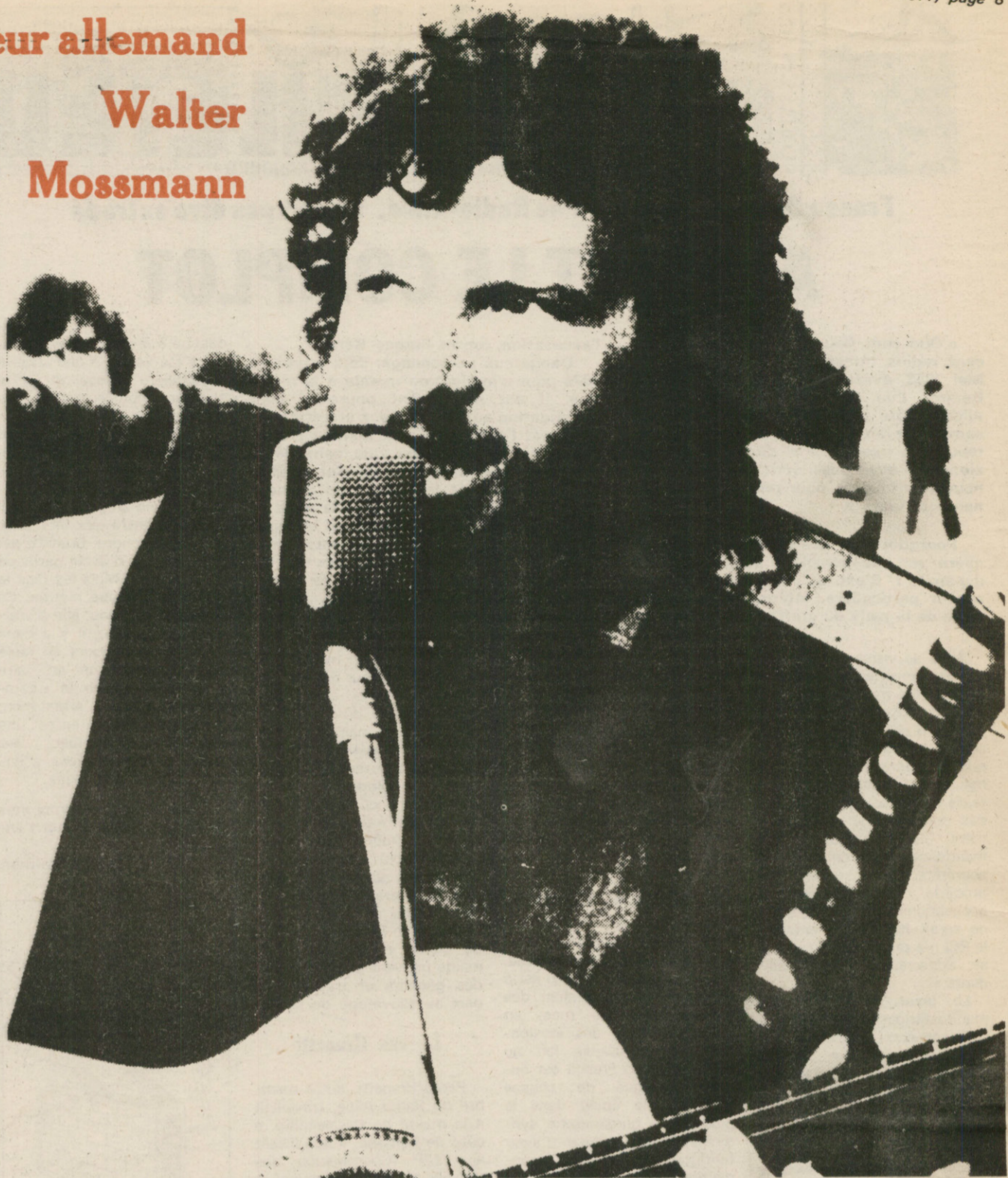
quartier. Ainsi, Klaus der Geiger a fait une chanson *Herstatt blues* du nom d'un gros banquier escroc ; quand la banque a fait faillite, Klaus a chanté sa chanson pendant trois semaines, tous les jours, dans tous les coins de la ville.

● En quoi ta pratique de chanteur « politique » est-elle originale ?

— J'appelle mes chansons « chansons-tracts » parce que presque toutes ont d'abord été diffusées sous la forme de tracts. Toutes sont liées à un événement précis : manifestation contre le licenciement d'un délégué d'entreprise, investissement par la police d'un quartier de squatters à Francfort, rassemblement à Whyl, création d'une pièce de théâtre contre les Berufsverbot...

Quand je suis invité à chanter, d'abord je discute avec des gens qui militent sur place dans des groupes de quartier, d'entreprises, dans les syndicats ou dans des groupes antimilitaristes, pour connaître leurs problèmes, les intégrer à mon « récital ». Je chante, je raconte d'autres expériences de lutte, le reste du temps, on discute et à la fin, souvent, se crée un comité, une initiative et les gens commencent à faire quelque chose ensemble.

Walter Mossmann



« Il ne s'agit pas de remplacer les grandes oeillères par les petites »

Beaucoup de mes chansons sont faites sur des mélodies anciennes. Ainsi, la plupart du temps, ces mélodies peuvent être réutilisées avec de nouveaux textes, liés à de nouveaux événements ; en même temps, elles sont liées au patrimoine culturel populaire, elles ne sont pas des chefs-d'œuvre, mais une « valeur d'usage » qu'on jette ou transforme selon le besoin.

Beaucoup d'idées que l'on trouve dans mes chansons viennent de banderoles, de mégaphones, de tracts, de discours, de discussions.

Lorsqu'un texte est achevé, il est discuté avec des camarades, on fait des modifications, on ajoute des strophes, on en enlève d'autres...

Nos chansons politiques ont une fonction dans le travail politique au même titre que d'autres moyens d'expression, comme les films, les photos, les bandes dessinées, les caricatures... Il existe aussi bien mille fois plus de chansons utilisables, pleines d'esprit et belles que celles que l'on peut trouver sur le marché du disque...

● Tu t'es particulièrement investi dans les grandes manifestations antinucléaires

res dans le pays de Bade, en Alsace. Quelles leçons en tires-tu ?

— Pour la première fois, se dessinait un internationalisme concret — et non pas romantique — qui permettait de passer par-dessus (ou par-dessous !) une frontière nationale. Les gens du pays de Bade ont commencé à s'intéresser à ce qui se passait en Alsace, dans les villages, ils se sentaient concernés, ce n'étaient plus des chefs qui proposaient, parlaient, c'étaient les gens eux-mêmes.

Le dialecte a joué dans ce processus un rôle de première importance. Les Alsaciens et les Badois parlent la même langue, les Suisses du pays de Bâle aussi. Dans ce triangle, les luttes ont soudé les gens.

Quand les dirigeants politiques ou autres se ramenaient, ils n'y comprenaient rien, ils étaient déconcertés par ces actions. Il ne reconnaissaient plus leur « électoral » !

Pour moi, les nouvelles chansons en dialecte sont l'expression d'une culture démocratique, issues d'une lutte.

● C'est une nouvelle cons-

science régionale qui se constitue ?

— Cette conscience régionale qui se reconstitue est dirigée contre une politique centrale gouvernementale qui passe par-dessus la tête des gens. Il reste que je suis contre le fait de remplacer la grande nation par la petite nation, les grandes oeillères par les petites oeillères !

Pour certains Alsaciens, régionalistes et nationalistes bornés, nostalgiques de la cigogne, du petit vin blanc et du bon vieux temps, le régionalisme est devenu une fétiche romantique. La réalité de l'Alsace n'est pas seulement les paysans et la terre, mais aussi les ouvriers, les immigrés, les grands complexes industriels de Strasbourg et Mulhouse.

La revendication de l'autodétermination ou du droit à l'autodétermination ne doit pas reposer sur une vision passiviste et bornée.

Une certaine musique alsacienne est devenue commerciale, marchandise exotique, comme la musique irlandaise. Les gens ne peuvent y reconnaître leur réalité sociale, leurs problèmes, leur lutte. A l'inverse, il existe en Alsace toute une série de groupes qui ne sont pas connus, qui ne sont pas « pro », mais qui sont

insérés dans la réalité des villages.

● Et de l'autre côté du Rhin ?

— Ma conception d'une culture démocratique et populaire repose sur une vision toute différente de celle de la consommation passive. Dans le pays badois, autour de l'affaire de Whyl, la centrale nucléaire, les gens ont appris à faire des chansons qui parlaient de leurs luttes, de leurs problèmes, l'ensemble du processus de la lutte a été une école populaire.

Un exemple : il y avait une chorale masculine à Weisweie, institution bien traditionnelle avec tout ce que cela comporte de réactionnaire ; eh bien, ce chorale était régulièrement au piquet de garde sur le site occupé à Whyl.

Après trois mois d'occupation, ils ont changé une des chansons de leur répertoire qui s'appelle « Liberté qui est mienne » (chanson très romantique) et dont les nouvelles paroles disent : « *Et les coups des flics, nous ne les aimons pas du tout* ». Des poètes de villages, un duo de femmes vigneronnes ont intégré dans leur répertoire des chansons politiques directement issues de la lutte. Il ne s'agit donc plus d'une élite qui chante pour des gens qui n'ont pas de moyen d'expression authentique. La vraie censure est là, celle qui consiste à fabriquer des stars tandis que les gens ne peuvent pas s'exprimer. Cette répression est invisible, elle n'est pas perçue directement, par contre, elle conduit à une autocensure très forte.

(Propos recueillis par deux copain-copine allemands et Alain Brossat.)

CHANT DU PONT

Si tu viens à Marckolsheim, si tu passes le pont nous boirons encore une gorgée à la maison de l'amitié Les paysans les femmes les étudiants sont là nous bavardons, nous occupons et ne plions pas le genou.

L'année dernière, j'étais encore touriste en Alsace choucroute d'Isenheim arrosée de Münster J'étais un étranger avec ma langue et mon fric bouffant des kilomètres et collectionnant les vieilles chapelles...

Aujourd'hui tout est changé nous avons frayé ensemble ensemble lutté pour la vie en luttant appris que le peuple est solidaire sinon il n'y aura pas que la vigne à crever ici.

Si tu viens à Whyl, si tu passes le pont...

L'année dernière tu pensais encore beaucoup de mal des Allemands qu'ils viendraient armés de canons à Metz et Strasbourg que les Allemands restent les Allemands Sieg Heil et Gute Nacht qu'ils sont constitués d'uniformes et de bottes ferrées...

Aujourd'hui tout est changé...

Viens de ce côté passe de l'autre il n'y a qu'un pont les douaniers boiront du Rhin une gorgée et s'ils n'ont pas la face verdie de ce bouillon empoisonné nous leur raconterons une bien vieille histoire.

Il y eut une fois un temps où aveugle nous étions Il y eut une fois un temps où sourds nous étions Il y eut une fois un temps où muets nous étions Il y eut une fois un temps où serfs nous étions.

Aujourd'hui tout est changé nous avons frayé ensemble ensemble lutté pour la vie en luttant appris que le peuple est solidaire sinon il n'y aura pas que la vigne à crever ici.

(Texte : W. Mossmann 1075 : trad. Philippe Ivernel).